



Les axes de recherche

Les travaux des chercheurs du Lab'Urba (38 enseignants-chercheurs titulaires, 10 PAST et Docteurs-ATER, 70 doctorants), équipe pluridisciplinaire centrée sur les instituts d'urbanisme (IUP et IFU) et les départements de géographie de l'université Paris Est (Marne-la-Vallée et Créteil-Val-de-Marne) peuvent être regroupés sous trois pôles, qui ne correspondent pas à proprement parler à des équipes (nous sommes nombreux à nous reconnaître dans plusieurs axes) :

- Usages, modes de vie et représentations
- Actions publiques et développement des territoires
- Conception et fabrication des espaces urbains

Usages, modes et vie, représentations

Les interactions entre les mobilités et l'habitat.

Les portes d'entrées sur cette question peuvent être nombreuses. Il s'agit notamment de traiter conjointement nos intérêts pour les composantes sociales et économiques de ces interactions (modes de vie, marchés) et pour les politiques publiques qui s'y appliquent (nationales et locales, sectorielles, territoriales...).

Dans ce cadre, on peut citer cinq sous thématiques de recherche :

- Les interactions entre les systèmes résidentiels et l'accessibilité procurée par les infrastructures et services de transport, que traduisent les débats sur l'étalement urbain et la volonté affichée de façon répétée par les pouvoirs publics de contrôler cet étalement.
- Les transformations des pratiques liées à la résidence sous l'effet de la mobilité, dans les pays du Nord et du Sud (notamment en matière de pratiques commerciales, le commerce de rue et ses conséquences sur l'espace urbain, conséquences du développement des livraisons à domicile, etc.).
- Les lieux d'articulation entre la résidence et la mobilité, de la rue aux pôles d'échange.
- Les pratiques résidentielles et multi-résidentielles liées aux évolutions de la démographie (vieillesse de la population) et de l'activité (bi-activité des couples notamment), les mobilités qu'elles induisent et leurs relations avec les questions patrimoniales (propriété, transmission...)

- Les politiques de l'habitat conçues et mises en œuvre dans les agglomérations, par l'exploration de leurs interactions avec les autres volets des politiques territoriales (notamment en matière de transports et de mobilité).
- Enfin, la « soutenabilité » des systèmes d'habitat au regard de l'évolution des mobilités quotidiennes et la transformation des comportements résidentiels

Les représentations de la ville

Des équipes du laboratoire travaillent sur les représentations de la ville dans plusieurs perspectives (soit à partir de points de vue spécifiques soit à partir d'objets, soit à partir de pratiques). D'autres se sont confrontés à la thématique des ambiances et des rythmes urbains, notamment à propos des espaces de mobilité et de commerce, d'autres enfin travaillent sur l'utilisation des NTIC (en particulier sur l'utilisation de la ville virtuelle et de dispositifs de réalité augmentée utilisés pour la concertation). Il nous semble productif de faire se rencontrer ces diverses recherches qui se posent des questions proches, puisent souvent aux mêmes références théoriques et sont intéressées par le dialogue avec les mêmes disciplines extérieures à notre champ (psychologie cognitive par exemple).

De plus, cet ensemble de travaux correspond à une interrogation des acteurs de la ville, qui porte aussi bien sur les questions d'image et « d'identité » liées à l'attractivité, à la cohésion sociale et au marketing urbain que sur l'impact réel des nouvelles technologies sur le fonctionnement et la gestion de la ville, par les acteurs publics et privés.

Cet axe interroge aussi les relations qu'entretient la ville avec les différentes formes artistiques qui l'utilisent et la mettent en valeur (cinéma et littérature notamment), ainsi qu'avec les pratiques culturelles de leurs habitants et visiteurs et la façon dont elles interagissent avec les politiques des collectivités.

Les usages qui font l'espace et la prise en compte des pratiques

La question des usages et des usagers, après avoir fait l'objet de toute l'attention des chercheurs et des décideurs dans les années soixante, doit aujourd'hui être reformulée. La concertation est souvent bien plus centrée sur la recherche d'un accord que sur la connaissance des usages de la ville.

Cette particularité française est aujourd'hui en défaut sur les questions relatives aux services urbains, à l'espace public et aux transports. Il est essentiel ici de prendre au sérieux la question spatiale, et sur ce point la géographie et l'analyse spatiale issue de l'architecture sont très utiles. La notion même d'espace urbain, qui habituellement assume de façon trop simple cette complexité, est mise en doute et élargie. Dans ce cadre général, les travaux des chercheurs du Lab'Urba développent principalement quatre orientations :

- **L'enjeu des équipements**, comme lien entre ville et architecture. La diversité des usages, leurs transformations permanentes font qu'il n'est plus possible de les faire entrer dans des grilles de programmation urbaine comme on le pratiquait dans les années soixante. Par ailleurs, les aménités dont ils sont porteurs, tant pour les entreprises que pour les ménages, en font des déterminants importants des choix de localisation des firmes et des choix résidentiels des ménages, à travers lesquels se joue l'articulation entre la formation des

espaces urbains et la structuration des marchés immobiliers. L'interaction entre logiques marchandes et logiques sociopolitiques dans la ville passe largement par la gestion de ces équipements.

- **L'usage, producteur de ville et d'espaces.** L'observation fine des situations montre combien les pratiques – comme comportements individuels, collectifs, de genre, formels ou comme jeu d'interactions –, leur agrégation ou leur composition sont productrices de ville, de prix immobiliers, de ségrégations, de réussite ou d'échec d'équipements etc. Les recherches menées dans ce domaine sont multiples et souvent isolées ; il est important de les relier et de les organiser, ce que rend possible le nombre de travaux sur ce thème au sein du Lab'Urba. Il est aussi nécessaire de les associer à l'analyse de la manière dont les usages sont pris en compte, en particulier dans l'activité de programmation urbaine.
- Une autre orientation est celle du **partage, de la justice spatiale et de l'interaction** : l'espace public est celui de la coprésence, de l'altérité, du conflit, de l'agrégation mais aussi de l'ordre et du contrôle. Il est essentiel d'actualiser par le spatial et les méthodes de l'observation les notions de régulation : l'événement, les conflits, le tourisme, la fête, l'éphémère... sont aussi des modalités de la maîtrise des lieux.
- Enfin, nous choisissons d'apporter à ce thème une **dimension comparatiste et internationale**. Le sentiment que les grandes métropoles mondialisées ne « s'appartiennent plus », mais aussi la question des pays et espaces intermédiaires et des espaces publics exceptionnels, incitent à prendre la question à d'autres échelles géographiques.

Actions publiques, action privée et développement des territoires

Les nouvelles dynamiques de l'action publique urbaine

Dans un laboratoire recherche pour l'urbanisme, l'action tient une place particulière, dans la mesure où il s'agit toujours, quelle que soit la question posée, de travailler dans la perspective de l'action sur la ville. Cette action est traditionnellement marquée par la force de l'intervention publique qui s'exprime notamment à travers des politiques publiques sectorielles, l'élaboration d'instruments de planification, les diverses interventions réglementaires et financières. Aujourd'hui l'action publique connaît de grandes transformations dans ses modalités, ses outils et ses acteurs. Elle se mêle de plus en plus étroitement à l'action privée, à travers l'importance prise par l'initiative privée et les partenariats, mais aussi la place nouvelle des citoyens, par exemple dans les dispositifs de démocratie participative.

Le Lab'Urba dispose de compétences dans ces différents domaines et a accumulé une bonne connaissance de diverses politiques publiques (transports, développement local, environnement, santé, logement). Mais l'enjeu collectif est plus large : il s'agit de saisir et de théoriser les transformations en cours. Sur ce plan, notre valeur ajoutée est double : elle permet de le faire à partir de points de vue disciplinaires différents ; et de prendre en compte ce que produit l'action publique comme privée. En effet, nos liens avec le monde opérationnel nous permettent d'analyser correctement les objets (services, équipements, logement social, etc.) produits par l'action publique et de les intégrer dans l'analyse.

Dans ce cadre général, nos approches concernent en particulier :

- Les nouvelles expertises liées à l'action publique urbaine.

- Les nouvelles méthodes de régulation et d'activité de projet et la place qu'elles prennent dans l'action publique, notamment dans le cadre des politiques de rénovation urbaine et dans la conception des quartiers dits « durables ».
- L'évolution des outils juridiques et la signification de cette évolution.
- Les systèmes d'acteurs spécialisés et localisés, avec les questions d'articulation et de coopération (gouvernance) que cela pose.
- Les transformations de la gouvernance locale occasionnées par le développement périurbain.
- Les questions spécifiques des formes de la démocratie urbaine.
- L'information géographique comme outil d'aide à la décision

Les approches économiques du développement territorial et de l'aménagement

Les approches économiques de nos objets restent rares dans les milieux de la recherche urbaine, comme l'ont montré les récentes initiatives d'établissement de bilans, notamment sous l'égide du PUCA. Le Lab'Urba dispose dans ce domaine d'une importante capacité d'investissement. Celle-ci se décline en trois axes de travail qui se situent dans la continuité des travaux des années précédentes :

- Les investissements portant sur la compétitivité des territoires aux échelles nationales et internationales, à partir des rôles joués par les pôles d'innovation technologique (notamment les technopoles et pôles de compétitivité) et leurs rapports aux territoires.
- Dans une perspective plus microéconomique, nous développons une ligne de recherche fondée sur les acteurs et le financement de l'urbanisation en France et en Europe, qui touche notamment aux articulations entre les acteurs publics et privés dans les opérations urbaines, au rôle des finances publiques dans le développement local et pour les politiques sectorielles, aux stratégies territoriales d'acteurs privés (des travaux sont achevés ou en cours, par exemple, sur l'assurance, le commerce, le logement, l'hôtellerie et les services bancaires).
- Enfin, nous poursuivons nos investissements sur les rapports qu'entretiennent le transport et le fret, la logistique et l'aménagement du territoire à l'échelle internationale, notamment par le développement de travaux comparatifs.

Environnement urbain, paysages et risques

Les enjeux d'environnement et plus largement les épreuves infligées par les crises écologiques à nos sociétés urbaines interrogent de manière importante les modes de penser et de l'agir territorial, de même qu'ils participent de leur lente évolution. Cette problématique bénéficie de plusieurs acquis de recherche au Lab'Urba, surtout distribués autour d'effets ou d'impacts (nuisances/pollutions, risques, paysages, santé, bien-être/qualité de vie...) et nourris de l'analyse de types d'action (cadres réglementaires, instruments de la ville durable : chartes, quartiers durables, indicateurs...)

Il s'agit alors de poursuivre l'effort d'appréhension de cette entrée de l'environnement en territoires, tant par l'analyse des politiques publiques que par la saisie des évolutions territoriales. Par nature transversal et circulaire, impliquant d'autres axes (modes de vie, pratiques...) et thèmes du programme de laboratoire (dynamiques de l'action publique, expertise...), ce projet requiert le croisement de regards disciplinaires. Le Lab'Urba accueille les compétences nécessaires et

complémentaires, aussi bien du côté d'une culture plus technique que du côté des sciences humaines et sociales (géographie, droit, sociologie, sciences politiques, économie...). Cela permet de développer des travaux qui puissent mettre en perspective les dimensions techniques par rapport aux modes de vie et à l'action urbaine en général.

En relation étroite avec d'autres axes du programme scientifique du laboratoire, cette problématique de recherche se décline autour de plusieurs thèmes, et notamment :

- **l'évolution** à la fois en substance (ex : évaluation socio-économique de l'environnement) et en processus (cadres juridiques, démocratie dialogique...) **de la planification territoriale et des projets urbains**, particulièrement par le thème des risques, du paysage, de la maîtrise foncière ou encore du développement durable
- les **enjeux de santé et de bien-être** comme opérateurs pour d'autres lectures géographiques des territoires, et alors modalités singulières de territorialisation de l'action
- l'intervention croissante de l'environnement dans **l'habiter** des villes et les évolutions de dynamiques et morphologies urbaines (choix résidentiels, mobilité, perceptions sensibles, engagements locaux...)

Conception et fabrication des villes

Le renouvellement continu des demandes sociales incite le Lab'Urba à s'intéresser à la nature des réponses qui leur sont apportées aujourd'hui. En parallèle, des doctrines longuement installées ou qui font leur apparition (la presse professionnelle ; l'effet « bonnes pratiques », etc.) quadrillent la fabrication des villes. Deux perspectives de recherche viennent ainsi se dessiner : celle des fondements du champ dit de la recherche « architecturale et urbaine » et celle des émergences actuelles. L'histoire de ce champ s'est écrite grâce à des compagnonnages divers : la géographie, la sociologie, l'économie ou l'histoire de l'architecture ; et, plus récemment la philosophie ou l'anthropologie. Ce même champ est aussi sollicité par ce qui se passe sous nos yeux, la prolifération des « boîtes à outils », ou « boîtes à penser ».

Les rapports à l'«action» concernant l'urbanisme sont anciens et différenciés. Leurs paradigmes fondamentaux et les débats qui les traversent ont régulièrement remis sur le tapis ce qui fait la recherche « en » urbanisme et parfois remis en question ses présupposés voire ses idéologies. En retour, des dimensions telles que l'espace, l'habiter, l'urbanité, l'architecture ou encore la ville – sa matérialité -, invitent à prendre/repandre d'autres chemins sur des aspects physiques, sociaux, culturels, politiques de la ville.

Si, depuis plusieurs années on ne manque pas de méthodes d'investigation qui visent à enregistrer à la fois des modes de saisie de l'urbain (catégories conceptuelles, données empiriques, etc.) et leurs usages, ce domaine est aussi constamment confronté à des questions de recherche concernant par exemple les organisations de projet (« management ») qui installent des formes de « systèmes experts » appliqués à la production urbaine, comme des instances locales de négociations qui se mettent en place. En termes de connaissances de quoi s'agit-il exactement ?

Pour apporter des réponses à ces interrogations, la moyenne durée (XX et XXIème siècles) doit être re-visitée (en France et bien sûr au-delà). Plusieurs entrées pour envisager ce qui fait la thématique « urbanistique » et ses probables apories sont déclinées :

1. par les démarches (processus de planification, programmation, conception, évaluation), les procédures (émanant d'injonctions règlementaires, de logiques de normalisation, de labellisation...) et leurs protagonistes (représentants des instances politico-administratives et économiques, techniciens, citoyens-usagers), ces trois composantes pouvant être analysées dans leurs interactions et du point de vue de ce que celles-ci produisent (études, "montées en expertise", conflits et négociations, décisions, éléments de projet, réalisations, modes de gestion, usages...);

2. par les techniques, notamment les mises en images (des cartes hier, des simulations 3D aujourd'hui), les modes de constitution et de diffusion de l'information (rôle des nouvelles technologies numériques, des bases de données et modèles) dont les présupposés comme les performances interrogent sur le statut des outils au sens socio-technique du terme ; il en est de même des dispositifs de management de projet, de concertation citoyenne, etc.

3. par les idées, les systèmes de valeurs et idéologies contemporaines qui sont à interroger dans une perspective philosophique et historique de longue durée ; sont notamment mises en question les compétences et légitimités professionnelles.

4. par ce qui fait l'espace urbain, espace sensible et politique : si la fabrication des lieux se réalise par la coprésence (le corps, l'individu, l'usage, le « public »...) et le pluralisme, elle est aussi tirée par des projets/projections venus des politiques de l'urbain et par les conflits qui l'animent.